

Bilan des années 2024-2026

Clinique juridique communautaire de Hamilton



Clinique juridique communautaire de Hamilton

Bilan des années: 2024 - 2026

Clinique juridique communautaire de Hamilton

Landmark Place

Suite 203, 100 Main Street East

Hamilton, Ontario

L8N 3W4

Contactez Nous

905-527-4572

www.HamiltonJustice.ca

Table des matières

Introduction

Mission, Vision et Valeurs	1
Membres du Conseil d'Administration	2
Messages des Directeurs du Conseil d'Administration	3
Messages des Co-Directeurs Exécutifs	4
Rapport Financier 2024-2025	5
Rapport Financier 2025-2026	6

Programmes de la Clinique

Résumé des Services de la Clinique	8
Aperçu Général des Services Juridiques	9-10
Rapport du Domaine de Droit du Travail Mobile	10-11
Rapport des Services en Français	11-12
Rapport du Personnel de Première Ligne	12-13
Rapport de l'Équipe du droit de Logement	14-15
Rapport de la Table Ronde Pour la Réduction de la Pauvreté Hamilton	16-18
Rapport de l'Équipe Assistance Sociale	19-20
Rapport du Programme de Soutien aux Locataire	20-22
Rapport de la Commission de la Sécurité Professionnelle et de l'Assurance Contre les Accidents du Travail	23-24

Programmes Communautaire

Programme de Sensibilisation Hamilton	26
Travail Social	27
S'élever Ensemble	28
Projet Justice Queer	29-30
YEN:TENE	30

Mission

La Clinique Juridique Communautaire de Hamilton est un organisme communautaire sans but lucratif dont l'équipe diversifiée de professionnels et de bénévoles dévoués fournit des services juridiques aux personnes et aux collectivités à faible revenu afin de promouvoir l'accès à la justice et d'améliorer la qualité de vie.

Nous offrons ainsi des services des services de conseil et renvoi, de représentation juridique et menons des activités d'éducation juridique destinées au grand public, de réforme du droit et de développement communautaire.

Vision

La clinique juridique communautaire de Hamilton sera reconnue et appréciée comme un important fournisseur de services en matière de droit de la pauvreté et défenseur de la justice sociale.

Valeurs

Nous sommes résolus à autonomiser les individus et les communautés de Hamilton en défendant les valeurs suivantes lorsque nous sommes engagés dans le déroulement de notre mission: confiance, respect et intégrité; équité, diversité et inclusion; membres, bénévoles et communauté.

Membres du Conseil d'Administration

2024-2025

Anjali Upadhya-O'Brien

Anabelle Ragsag

David Quezada

Holly Wootten

James Diemert

Kingsley Audu

Kris Noakes

Lisa Feinberg

Patricia Suleiman

Simon Lebrun

2025-2026

Anjali Upadhya-O'Brien

Anabelle Ragsag

Brett Book

David Quezada

Holly Wootten

James Diemert

Kingsley Audu

Lisa Feinberg

Patricia Suleiman

Simon Lebrun

Message du Président et des Directeurs du Conseil d'Administration

En repensant au travail accompli à la Clinique juridique communautaire de Hamilton au cours de l'année écoulée, nous ressentons une profonde gratitude et un grand sentiment de fierté pour l'engagement de l'équipe de la Clinique envers notre communauté. Dans une année pleine de défis et de changements, le personnel et les bénévoles se sont consacrés à explorer et à développer de nouvelles façons de fournir des services juridiques et d'aligner le travail de la Clinique sur nos valeurs communes, tout en gardant les besoins des clients au centre de nos priorités.

La Clinique est incarnée par une équipe incroyable qui fait preuve d'un dévouement sans faille à la justice. Chaque jour, l'engagement de cette équipe envers les pratiques anti-oppressives, notamment face aux oppressions croisées enracinées dans l'expérience de la pauvreté, se manifeste à travers un travail qui fait une différence concrète dans la vie de nos voisins. Nous sommes fiers de leur passion et de l'excellent travail qu'ils accomplissent.

Personne ne pourrait accomplir ce travail seul. Nous sommes profondément reconnaissants envers les organisations et les personnes qui travaillent à Hamilton pour connecter davantage de nos voisins à la justice que nous méritons tous. Des partenariats officiels au membre de la communauté qui accompagne un ami jusqu'à notre porte, notre mission n'est réalisable que grâce à un réseau de personnes travaillant pour la justice dans toute notre communauté.

Nous sommes heureux de partager un petit aperçu des efforts de l'équipe de la Clinique pour protéger l'accès à la justice et un aperçu du dévouement collectif qui anime ce travail à travers ce rapport annuel.

Nous continuons notre chemin d'apprentissage et d'amélioration, en veillant à mieux servir notre communauté chaque jour et à contribuer au travail de construction d'un Hamilton plus juste.

Les Directeurs du Conseil d'Administration

Clinique juridique communautaire de Hamilton

Simon Lebrun, Président

Message des Co-Directeurs Exécutifs par Intérim

L'année passée a été à la fois difficile et productive pour la Clinique juridique communautaire de Hamilton. Comme beaucoup d'entre vous le savent, nous avons pris les rôles de co-directeurs exécutifs par intérim en janvier 2026. Pendant cette période de transition, nous avons travaillé avec diligence pour que les opérations quotidiennes de la clinique se poursuivent sans interruption.

Nous adressons nos sincères remerciements à notre conseil d'administration, à notre équipe de personnel et à l'ensemble de nos membres pour votre soutien continu. Votre dévouement, votre résilience et votre engagement ont été essentiels pour aider la clinique à traverser cette période de transition et à continuer de servir notre communauté.

Grâce à votre soutien, la Clinique a continué à offrir ses services essentiels, répondant à plus de 6 000 demandes d'assistance au cours de l'année écoulée. Nous sommes également heureux que, ces deux dernières années, nous ayons élargi nos services de logement grâce à l'ajout du Programme de soutien aux locataires. De plus, nous avons accueilli un Coordinateur Justice Queer dans notre équipe et repensé notre Programme de travail social. Ces initiatives ont renforcé notre capacité à répondre aux besoins évolutifs de notre communauté et continuent de faire avancer la mission de la clinique.

En regardant vers l'avenir, nous restons déterminés à fournir des services juridiques de haute qualité, à défendre un changement systémique et à veiller à ce que nos programmes continuent de répondre aux besoins évolutifs de notre communauté. Nous sommes reconnaissants pour la confiance et le soutien de nos clients, partenaires communautaires, du conseil d'administration, du personnel et des membres. Ensemble, nous continuerons à travailler pour améliorer l'accès à la justice et construire un Hamilton plus équitable pour tous.

Co-Directeurs Exécutifs par Intérim

Lindsay Beckham and Michael Ollier

Rapport Financier 2024-2025

État des opérations et solde des fonds : Année se terminant le 31 mars 2025

Revenues	
Aide juridique Ontario	
Recettes directes	\$3,768,472
Recettes indirectes	\$215,293
Programme de l'avocat des locataires	\$71,359
Emploi et Développement social Canada	\$10,358
Recouvré auprès des clients	\$15,021
Ville de Hamilton	\$319,925
Fondation communautaire de Hamilton	\$170,580
Autres revenus	\$34,593
	\$4,605,601
Dépenses	
Salaries	\$3,211,659
Avantages sociaux	\$591,804
Cotisations professionnelles	\$27,872
Voyages	\$103,612
Communications	\$19,968
Hébergement	\$189,185
Équipement	\$14,220
Bibliothèque	\$799
Fournitures et services	\$38,398
Frais de vérification	\$8,001
Paievements indirects	\$215,293
Frais juridiques	\$47,763
Dépenses de projet	\$75,439
Amortissement	\$24,791
	\$4,568,804
Excédent des revenus sur les dépenses	
(Dépenses supérieures aux revenus)	\$36,797
Retour de fonds à l'Aide juridique Ontario	\$33,351
Solde des fonds au début de l'année	\$194,463
Solde des fonds (déficit) à la fin de l'année	\$197,909

Rapport Financier 2025-2026

État des opérations et solde des fonds : Année se terminant le 31 mars 2026

Revenues	
Aide juridique Ontario	
Recettes directes	\$3,760,094
Recettes indirectes	\$258,054
Programme de l'avocat des locataires	\$71,359
Recouvré auprès des clients	\$10,326
Ville de Hamilton	\$446,955
Fondation communautaire de Hamilton	\$8,300
Fondation juridique de l'Ontario	\$250,000
Autres revenus	\$45,887
	\$4,850,975
Dépenses	
Salaries	\$3,257,398
Avantages sociaux	\$644,569
Cotisations professionnelles	\$26,800
Voyages	\$13,461
Communications	\$30,351
Hébergement	\$179,767
Équipement	\$16,814
Bibliothèque	\$1,869
Fournitures et services	\$276,760
Frais de vérification	\$19,233
Paievements indirects	\$258,054
Frais juridiques	\$36,179
Dépenses de projet	\$38,068
	\$4,799,323
Excédent des revenus sur les dépenses	
(Dépenses supérieures aux revenus)	\$51,652
Transfert au fonds du conseil de service	-
Transfert au fonds non-AJO	-
Retour de fonds à l'Aide juridique Ontario	\$1,506
Retour du financement au Centre de défense des locataires de l'Ontario	\$6,576
Solde des fonds au début de l'année	\$197,909
Solde des fonds (déficit) à la fin de l'année	\$241,479

Programmes de la Clinique

Résumé des Services de la Clinique

2024-2025



6,435

Demandes de
conseils
résumées



12,874

Appels
téléphoniques
répondus



6,982

Références aux
partenaires
communautaires



32,672

Courriels
envoyés et reçus



6,987

Nombre total de
visites sans
rendez-vous

2025-2026



6,289

Demandes de
conseils
résumées



11,926

Appels
téléphoniques
répondus



6,383

Références aux
partenaires
communautaires



37,582

Courriels
envoyés et reçus



7,540

Nombre total de
visites sans
rendez-vous

Aperçu des Services Juridiques

Puisque que l'écart en matière de disparité de revenus et de précarité du logement s'accroît, le volume et la complexité du travail juridique à la Clinique juridique communautaire de Hamilton s'intensifie.

Alors que les besoins juridiques de la communauté restent variés, la grande majorité des habitants de Hamilton viennent à notre bureau pour des questions liées au logement, à l'aide sociale, à l'emploi et à la gestion des demandes d'indemnisation des travailleurs.

La précarité du logement due à l'augmentation des loyers, aux menaces d'expulsion, à la stagnation du développement et de l'expansion des projets de logements abordables et à la baisse des standards du logement continue de menacer les locataires à travers la ville de Hamilton. Un logement sûr, abordable et accessible devient de plus en plus hors de portée pour de nombreux membres de la communauté qui font face à des aides sociales stagnantes et globalement insuffisantes. De plus en plus de personnes vulnérables de la communauté sont poussées dans une pauvreté plus profonde alors que les gouvernements à tous les niveaux échouent à fournir des interventions qui répondent aux pressions sociales.

Nous avons constaté une augmentation régulière des demandes de services liées aux licenciements injustifiés, aux représailles et à la discrimination dans les environnements de travail non syndiqués. Cela, ajouté au rythme des demandes de prestations d'indemnisation des travailleurs, confirme que les communautés vulnérables continuent d'être disproportionnellement exposées aux désavantages lorsqu'il s'agit de faire valoir leurs droits légaux en matière d'emploi.

Dans toutes nos équipes, nous reconnaissons la profonde intersectionnalité des questions juridiques, où un problème juridique dans un domaine peut en affecter un autre dans la vie de quelqu'un. Dans les cas où la demande de services ne peut pas être satisfaite parce que le problème juridique relève d'un autre domaine que celui dans lequel nous exerçons, notre personnel de première ligne fournit des références éclairées, en veillant à ce que les clients soient mis en relation avec les services juridiques et sociaux dont ils ont besoin.

Rester informé et en contact avec les autres organismes à Hamilton, ainsi que suivre les derniers développements en matière de loi et de politique au niveau municipal, est une façon importante pour le personnel de la clinique de s'assurer que la Clinique Juridique Communautaire de Hamilton offre un service de qualité, axé sur la communauté.

Programme Mobile de Droit du Travail

Les services en droit du travail de la Clinique juridique communautaire de Hamilton sont offerts par le biais du Programme mobile de droit du travail, desservant plusieurs cliniques juridiques dans la région sud-ouest de l'Ontario. Le Programme de droit du travail collabore avec les travailleurs sociaux au sein de la clinique afin de fournir des services juridiques complets aux employés non syndiqués confrontés à des licenciements, du harcèlement, de la discrimination ou des représailles. Notre Programme de droit du travail représente régulièrement des clients devant le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, la Commission des relations de travail de l'Ontario et la Cour des petites créances.

2024-2025

Le programme de droit du travail a organisé 11 séances d'éducation juridique publique, à travers un mélange d'ateliers en personne et en ligne à travers la ville de Hamilton, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien à la population croissante de nouveaux arrivants de la ville. Ces ateliers ont été réalisés en collaboration avec nos partenaires communautaires de confiance, y compris le Conseil de partenariat pour l'immigration de Hamilton, Solidarity Place, le YWCA, et le Collège Mohawk.

Le programme de droit du travail a répondu à 219 demandes de service, offrant un mélange de conseils juridiques rapides, de représentation légale et de services limités sous mandat, comme la négociation d'offres de règlement et la rédaction de lettres de réclamation pour les employés confrontés à un licenciement ou à des représailles.

2025-2026

Au cours de l'exercice fiscal passé, le Programme mobile sur le droit du travail a plaidé un cas important de représailles dans le secteur agricole devant le Conseil des relations de travail de l'Ontario au nom d'un client. Ce cas était particulièrement sérieux pour le client en raison d'une barrière linguistique les préoccupations d'immigration de la cliente. En octobre, nous avons été très heureux que notre cliente ait reçu la décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario, qui a statué en sa faveur et confirmé qu'elle avait subi des représailles de la part de son employeur après avoir signalé le harcèlement et la violence au travail. C'est une victoire importante non seulement pour cette cliente, mais aussi pour tous les travailleurs migrants en Ontario qui font face à des obstacles disproportionnés pour faire valoir leurs droits.

Rapport du Programme Services en Français

La Clinique juridique communautaire de Hamilton est un bureau bilingue désigné et participe à plusieurs comités visant à renforcer et célébrer la diversité de la communauté francophone. Appréciant le dynamisme de la communauté francophone en plein essor à Hamilton, l'équipe s'est engagée dans la promotion, l'organisation et la célébration de la Journée internationale de la Francophonie, du Franco-Fest, de la Journée franco-ontarienne, du Gala du Mois de l'histoire des Noirs et de la Semaine nationale de l'immigration francophone dans le cadre de leurs efforts continus de sensibilisation.

2024-2025

En tant que co-président du Comité interagences francophone, la Clinique Juridique Communautaire de Hamilton a participé aux sous-comités interagences à travers la ville de Hamilton, en se concentrant principalement sur le soutien et les services liés aux questions d'immigration. Cette collaboration a donné naissance au projet Communautés Accueillantes et au projet Mohawk Sports Park, réalisé en collaboration avec le Réseau francophone de l'immigration. En complément du travail communautaire systémique, le Programme des services en français a répondu à 78 demandes de service à travers la ville.

2025-2026

Grâce au Programme des services en français, la Clinique Juridique Communautaire de Hamilton a offert des séances d'éducation juridique publique axées sur le logement et l'accès aux services en français dans la province. Ces séances éducatives ont été développées avec le soutien continu du Réseau des cliniques juridiques francophones de l'Ontario et de l'Aide juridique Ontario.

Pendant cette période, le Programme des services en français a répondu à plus de 62 demandes de service.

Rapport de l'Équipe de Première Ligne

Le personnel de première ligne joue un rôle essentiel pour soutenir nos clients et faciliter le travail important de la clinique. En tant que premier point de contact pour les clients qui cherchent de l'aide, le personnel de première ligne les aide à s'y retrouver dans les services de la clinique, répondre à leurs questions, coordonner le processus d'accueil, aider à obtenir les informations et documents nécessaires et fournir un soutien administratif continu aux travailleurs sociaux. Leur travail est particulièrement important étant donné les obstacles auxquels beaucoup de nos clients font face lorsqu'ils tentent d'accéder aux services juridiques et de naviguer dans les processus administratifs et juridiques.

2024-2025

Le personnel en première ligne a continué d'adapter ses pratiques pour mieux répondre aux besoins des clients et améliorer l'accessibilité de nos services. Un changement important pour l'année 2024-2025 a été de faire en sorte que le personnel de soutien demande directement les documents pertinents à la Commission de la Location Immobilière au nom des clients, plutôt que de compter sur les clients pour obtenir et fournir eux-mêmes ces documents.

Ce changement reflète la reconnaissance par la clinique que certaines tâches administratives peuvent représenter un obstacle important pour certains clients. Les clients peuvent avoir un accès limité à la technologie, ne pas disposer des ressources nécessaires pour obtenir des documents, rencontrer des barrières linguistiques ou de lecture, ou simplement ne pas connaître le système juridique et ne pas savoir quels documents sont demandés ni comment les obtenir.

En prenant un rôle plus proactif pour obtenir ces documents, le personnel en première ligne a contribué à réduire la charge administrative des clients tout en augmentant l'efficacité. Ce changement a aussi amélioré le flux de travail interne en garantissant que les intervenants aient accès aux documents pertinents plus tôt dans le processus et en réduisant le besoin de relances répétées auprès des clients.

2025-2026

Dans une année marquée par une augmentation des demandes de service, l'équipe de première ligne a réussi à s'adapter aux nouveaux défis tout en maintenant un haut niveau de service. Au cours de l'année passée, les principaux domaines de travail comprenaient la coordination et le traitement des informations d'admission, le soutien à la gestion des clients en travail social, l'obtention des documents essentiels et la coordination des salles et autres arrangements pour les auditions des clients.

L'équipe a également contribué à plusieurs améliorations opérationnelles au cours de l'année. Le personnel de première ligne a aidé à développer et à mettre en oeuvre de nouveaux protocoles pour la gestion des dossiers sans papier et a continué à peaufiner les processus associés au Programme de soutien aux locataires. L'équipe a aussi réussi la transition vers un nouveau système téléphonique tout en continuant à gérer les demandes de service quotidiennes de la clinique. Ces changements ont exigé que le personnel apprenne et s'adapte aux nouveaux systèmes tout en maintenant un service constant pour les clients. La demande pour le service de première ligne est restée particulièrement élevée tout au long de l'année. La clinique a connu des niveaux record de demandes par e-mail, ainsi qu'un volume important d'appels téléphoniques et de demandes d'aide en personne. Malgré cette demande accrue, le personnel de première ligne a continué à offrir un service complet et attentif aux clients.

Rapport de l'Équipe du droit de logement

En tant que l'un des principaux secteurs de pratique, l'équipe chargée du logement de la Clinique juridique communautaire de Hamilton a dû faire face à une demande de services sans précédent. La grande majorité des demandes de services concernent des expulsions résidentielles, les mises à l'écart illégales et les problèmes liés aux normes de propriété.

De loin, la principale raison pour laquelle les personnes communiquent avec la clinique est un problème de logement lié à une location. À Hamilton, de nombreuses personnes sont confrontées avec des difficultés à se loger en raison du coût et de la disponibilité des logements locatifs dans la ville. Les loyers moyens dépassent largement la portion des prestations d'aide sociale destinée au logement. La liste d'attente pour les logements sociaux est longue. Dans ce contexte, la préservation des locations constitue donc notre priorité absolue. Des membres du personnel dévoués représentent les locataires devant la Commission de la location immobilière au nom des locataires et offrent également des services d'avocat de service aux locataires. Entre les audiences, ils répondent aux demandes des locataires concernant un vaste éventail de questions, allant de la résiliation d'une location à la présentation de leurs propres recours contre les propriétaires.

Compte tenu de l'augmentation du volume et de la complexité des dossiers, l'équipe des droits au logement a élaboré des stratégies novatrices afin d'aider le plus grand nombre possible de clients. Ces stratégies comprennent l'offre de mandats à portée limitée pour les requêtes et les demandes de réexamen d'ordonnances, la rédaction de lettres de mise en demeure afin de prévenir et de régler de façon proactive les conflits entre propriétaires et locataires et, lorsque la représentation n'est pas possible, la préparation des locataires en vue de leur audience, notamment par la rédaction d'observations juridiques et la négociation de règlements.

2024-2025

En 2024, l'équipe des droits au logement a remporté une victoire historique devant la Cour divisionnaire en plaidant avec succès en faveur d'une approche large et globale pour l'examen des circonstances difficiles de la vie d'un locataire faisant face à une éviction.

Dans sa décision, la Cour divisionnaire a réaffirmé que la Commission de la location immobilière doit interpréter la loi conformément à son objectif de protection des locataires.

Parallèlement à ses efforts de réforme du droit au moyen de litiges stratégiques devant la Cour divisionnaire, l'équipe des droits au logement a donné plus de cinq ateliers d'information juridique au public, en collaboration avec ses partenaires communautaires de confiance dans les secteurs des refuges et du logement avec services de soutien. Au cours de cette même période, l'équipe des droits au logement a répondu à plus de 4 182 demandes de services juridiques et a offert des services dans le cadre de mandats à portée limitée à 1 089 personnes.

2025-2026

En 2025, l'équipe des droits au logement a plaidé une autre affaire faisant jurisprudence devant la Cour divisionnaire, défendant les droits d'un membre de la communauté qui s'était retrouvé sans logement à la suite d'un verrouillage illégal. Au terme de cette affaire, la Cour divisionnaire a infirmé la décision de la Commission de la location immobilière qui avait donné une interprétation restrictive de la définition de « propriétaire », assurant ainsi que les locataires soient à l'avenir protégés contre les propriétaires qui cherchent à contourner la loi en faisant appel à des agences externes pour les évincer.

Au cours de cette période, l'équipe des droits au logement a répondu à 3 678 demandes de services juridiques et a accru son offre de services dans le cadre de mandats à portée limitée, qui sont passés à 1 205.

Rapport de la Table Ronde de Hamilton pour la Réduction de la Pauvreté

La Table ronde de Hamilton pour la réduction de la pauvreté (HRPR en Anglais) réunit des organismes communautaires, des fournisseurs de services, des défenseurs des droits ainsi que des dirigeants des secteurs des affaires et du gouvernement afin de lutter contre la pauvreté, les inégalités de revenu et les obstacles à l'accès aux possibilités économiques à Hamilton. Par ses activités de défense des droits, de recherche, d'éducation juridique et de collaboration communautaire, la HRPR oeuvre à faire progresser des politiques et des initiatives qui favorisent une plus grande sécurité du revenu et améliorent le bien-être des résidents de Hamilton qui vivent dans la pauvreté.

2024-2025

Tout au long de 2024-2025, la Table Ronde Pour la Réduction de la Pauvreté (HRPR en Anglais) a poursuivi ses efforts dans les domaines de la sécurité du revenu, de la stabilité du logement et de l'engagement communautaire. L'un de ses principaux objectifs était de veiller à ce que les personnes à faible revenu soient informées des mesures de soutien disponibles et puissent y avoir accès. Dans cette optique, la HRPR a notamment lancé une campagne de sensibilisation concernant la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH), afin d'aider les personnes en situation de handicap à comprendre la prestation et à y accéder, tout en continuant de militer en faveur d'une augmentation des taux du programme Ontario au travail (OT) et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

La HRPR a également contribué aux discussions plus larges sur la sécurité du revenu et la réduction de la pauvreté, tant à l'échelle locale que nationale. En mai 2024, la HRPR a coorganisé le Forum national sur le revenu de base à Ottawa, qui a réuni plus de 300 défenseurs des droits, chercheurs, membres de la communauté et décideurs afin de discuter du rôle du revenu de base dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité économique. La HRPR a également organisé 21 projections communautaires au Canada et aux États-Unis du court documentaire A Human Picture, qui présente les expériences de résidents de Hamilton ayant

participé au Projet pilote ontarien sur le revenu de base. À l'échelle locale, la HRPR a poursuivi ses efforts visant à promouvoir l'adoption d'un salaire suffisant pour vivre et a recalculé le salaire vital de Hamilton, qui s'établit à 21,30 \$ l'heure. En partenariat avec le Service du développement économique de la Ville de Hamilton, la HRPR a engagé des employeurs locaux dans des discussions sur l'importance du salaire vital et sur son rôle dans le renforcement de la sécurité économique au sein de la communauté.

La HRPR s'est associée à des organismes communautaires à l'occasion des activités de la Journée nationale de l'habitation, qui ont mis en lumière les difficultés auxquelles font face les locataires, l'importance des mesures de protection des locataires et le besoin toujours présent de logements abordables à Hamilton. La HRPR a également renforcé ses activités de recherche et d'éducation communautaire grâce à des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur, contribuant notamment à des recherches sur la sécurité du revenu et la transformation des services d'emploi en Ontario.

Fait notable, en septembre 2024, la HRPR et la Clinique juridique communautaire de Hamilton se sont associées au Social Planning and Research Council of Hamilton et au Comité consultatif des personnes handicapées de la Ville de Hamilton afin d'organiser un forum communautaire sur la PCPH. Le forum a réuni des personnes ayant une expérience vécue, des fournisseurs de services et des défenseurs des droits afin d'examiner les règlements fédéraux proposés et de cerner les obstacles potentiels à l'accès à la nouvelle prestation, notamment les difficultés liées au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH). Les perspectives recueillies ont contribué à orienter la stratégie continue de sensibilisation de la HRPR concernant la PCPH, à renforcer les partenariats entre les secteurs de la santé, du logement et des services aux personnes handicapées, et à jeter les bases d'une campagne plus vaste à l'échelle de la ville visant à faire en sorte que les résidents de Hamilton admissibles connaissent cette nouvelle mesure de soutien du revenu et soient en mesure d'y accéder.

2025-2026

S'appuyant sur le travail réalisé l'année précédente, la HRPR a élargi, en 2025-2026, ses activités d'éducation du public et ses partenariats communautaires liés à la Prestation canadienne pour les personnes handicapées (PCPH) et au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH).

Elle a également continué de militer en faveur de taux adéquats pour les programmes Ontario au travail (OT) et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), ainsi que pour un renforcement des mesures de protection destinées aux résidents des établissements de soins en établissement.

La HRPR a également travaillé à faire en sorte que la pauvreté et l'insécurité économique demeurent au coeur des discussions plus larges sur la sécurité et le bien-être communautaires à Hamilton. Dans le cadre de sa participation au Plan de sécurité et de bien-être communautaires de Hamilton, la HRPR a contribué à mettre en lumière les liens entre la pauvreté, la discrimination, l'insuffisance des revenus, l'instabilité du logement et le bien-être de la communauté. Ce travail comprenait notamment la coprésidence d'un sommet sur la sécurité communautaire, qui a réuni des membres de la communauté, des organismes et d'autres intervenants afin de discuter de ces enjeux interreliés et des possibilités d'action concertée.

Au cours de cette année, la HRPR a soutenu la publication et la promotion du nouveau salaire vital de Hamilton pour 2025, établi à 22,60 \$ l'heure, et a contribué à des discussions internationales plus larges sur les salaires vitaux, en mettant en lien l'expérience locale de Hamilton avec les discussions sur une rémunération équitable et la sécurité économique au-delà de la ville.

L'année a également marqué le 20e anniversaire de la HRPR, une étape importante pour l'organisme. En plus de faire le bilan de deux décennies de travail visant à réduire la pauvreté à Hamilton, la HRPR a continué d'élargir ses webinaires et ses initiatives d'éducation du public, a entrepris un processus de renouvellement de sa gouvernance et a collaboré avec le Tamarack Institute à l'élaboration d'une étude de cas nationale documentant l'expérience de la HRPR en matière de changement systémique concerté au cours des deux dernières décennies.

Rapport de l'Équipe Assistance Sociale

L'équipe d'aide sociale est le deuxième secteur de pratique en importance de la Clinique juridique communautaire de Hamilton. Elle traite de diverses situations de refus ou de réduction de prestations d'aide sociale provenant notamment du programme Ontario au travail, du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, de l'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada. Notre programme d'appel des décisions relatives aux prestations du POSPH demeure l'un de nos services juridiques les plus actifs. Bien que les taux de prestations demeurent inadéquats, l'admissibilité au POSPH représente une augmentation substantielle du revenu mensuel d'un ménage. C'est pourquoi la clinique accorde une grande importance à ce domaine du droit. Le personnel de soutien veille au respect des délais d'appel et le personnel juridique prépare les clients en vue de leur audience. Le taux de succès pour faire renverser les refus demeure très élevé.

Il peut être difficile pour les personnes, ainsi que pour leurs médecins, de remplir une première demande de prestations du POSPH. Souvent, nous pouvons les aider simplement en obtenant des renseignements médicaux supplémentaires et en les soumettant pour examen avant l'audience. Lorsque l'affaire se rend devant le Tribunal de l'aide sociale, les personnes sont préparées à présenter les éléments qui sont importants. Après tout, ce sont elles qui sont les mieux placées pour expliquer les répercussions de leur état de santé sur leurs capacités au quotidien.

Notre Clinique travaille également avec des personnes dont la demande de prestations d'Ontario au travail a été refusée et les aide à régler un large éventail de problèmes pouvant survenir pendant qu'une personne reçoit de l'aide sociale.

Alors que la crise de l'abordabilité s'aggrave, les problèmes juridiques qui ont une incidence sur les prestations d'aide sociale d'un membre de la communauté peuvent compromettre sa santé et sa sécurité et entraîner d'autres problèmes juridiques dans différents domaines du droit, notamment en matière de logement. Pour répondre à la demande croissante de services, l'équipe d'aide sociale continue d'améliorer son Projet d'autoreprésentation du Programme ontarien de soutien aux personnes

handicapées, qui offre une aide juridique complète dans le cadre d'un appel d'une décision refusant des prestations, ainsi que de la représentation aux personnes faisant face à des réclamations concernant des trop-payés ou des dettes envers le gouvernement.

2024-2025

L'équipe d'aide sociale a répondu à plus de 1 044 demandes de services juridiques et a obtenu un taux de succès de 85 % dans l'annulation des refus de prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées grâce à son programme novateur d'autoreprésentation.

2025-2026

L'équipe d'aide sociale a répondu à plus de 1 417 demandes de services juridiques, ce qui représente une augmentation de 36,8 % des demandes liées aux refus de demandes de prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

Rapport du Programme de Soutien aux Locataires

Le Programme de soutien aux locataires (PSL), mis sur pied en 2024, est une initiative de la Ville de Hamilton visant à prévenir les évictions, à protéger les droits des locataires et à aider ces derniers à maintenir un logement stable. Dans le cadre de son partenariat avec la Ville de Hamilton, ACORN et le Housing Help Centre, la Clinique juridique communautaire de Hamilton fournit des conseils juridiques et de la représentation aux locataires qui ont besoin d'aide pour protéger leur location et faire respecter leurs droits. Cela comprend notamment le soutien aux locataires faisant face à une éviction, y compris dans le cadre de demandes N12 (reprise de possession par le propriétaire pour son propre usage) et N13 (rénovation ou démolition), aux demandes d'augmentation de loyer supérieure au taux légal (AGI), ainsi qu'aux problèmes d'entretien et de réparations.

Les problèmes de logement sont souvent liés à des enjeux plus vastes concernant l'abordabilité, la sécurité du revenu et l'accès à la justice. Le PSL vise à offrir du soutien grâce à une intervention précoce, à la défense des droits des locataires, à l'éducation des locataires et à la collaboration entre les partenaires communautaires. Par ces initiatives, le programme cherche à prévenir les déplacements de locataires qui pourraient être évités et à faire en sorte que les locataires aient un accès réel aux renseignements et aux ressources dont ils ont besoin pour protéger leur logement.

2024-2025

L'année 2024-2025 a marqué les premières étapes de développement du PSL, avec un accent mis sur l'établissement des fondements du programme et sur la détermination de la meilleure façon de répondre aux besoins des résidents de Hamilton. Au cours de cette période, le PSL a travaillé à l'élaboration de stratégies de sensibilisation juridique communautaire, à l'établissement de relations avec des partenaires communautaires et à la définition de la portée du programme.

L'équipe a participé, aux côtés de l'équipe des droits au logement de la Clinique juridique communautaire de Hamilton, à des activités communautaires, a contribué aux documents de la Ville de Hamilton destinés aux locataires et intitulés « Connaissez vos droits », et a soutenu les travaux liés à l'élaboration et à la mise en oeuvre du règlement municipal de Hamilton sur les rénovictions. À l'interne, le programme a également élaboré des processus détaillés d'évaluation du bien-fondé des dossiers afin de mieux cerner les besoins juridiques des locataires et de déterminer comment le PSL pouvait offrir une aide efficace et ciblée.

Ce travail préparatoire a contribué à établir le rôle du programme au sein de la communauté et a jeté les bases de sa croissance continue au cours de l'exercice suivant.

2025-2026

S'appuyant sur les fondements établis au cours de sa première année, le PSL a considérablement élargi ses services et son impact en 2025-2026. Grâce à des conseils juridiques sommaires et à une représentation accrue devant la Commission de la location immobilière, le PSL a contribué à prévenir le déplacement de locataires, à préserver des locations à long terme, à contester des augmentations de loyer illégales ou excessives et à faire respecter les droits des locataires prévus par la Loi de 2006 sur la location à usage d'habitation.

Le programme a également continué de soutenir la mise en oeuvre du règlement municipal de Hamilton sur les rénovictions, en fournissant aux locataires des conseils pratiques sur les nouvelles mesures de protection et sur ce qu'elles signifient pour les locataires faisant face à un déplacement.

L'éducation juridique du public a également constitué un secteur de croissance important. En 2025, le PSL a donné 18 séances d'information juridique portant notamment sur les droits des locataires, l'entretien et les réparations ainsi que les demandes d'augmentation de loyer supérieure au taux légal (AGI). Ces séances ont rejoint un grand nombre de résidents de Hamilton et ont fourni aux locataires des renseignements accessibles et des outils pratiques pour comprendre leurs droits, s'orienter dans les processus de la Commission de la location immobilière et déterminer les recours juridiques qui leur sont accessibles.

L'impact du programme s'est également reflété dans son sondage de satisfaction de la clientèle mené en 2025, auquel 82,6 % des participants ont indiqué être satisfaits des services reçus. Les résultats du sondage ont également démontré que le PSL rejoint des locataires qui font face à des obstacles importants à la stabilité du logement, notamment des personnes handicapées, des personnes âgées, des nouveaux arrivants et d'autres membres vulnérables de la communauté.

Ensemble, l'augmentation de la représentation, les activités d'éducation juridique du public et le renforcement des ressources communautaires offertes par le programme ont amélioré l'accès à la justice, tout en contribuant à la préservation de logements abordables et à la stabilité du logement à Hamilton. Le programme vise à élargir davantage sa portée au cours de la prochaine année.

Rapport de l'Équipe de la Commission de la Sécurité Professionnelle et de l'Assurance Contre les Accidents du Travail

L'indemnisation des travailleurs est devenue un volet important de la pratique de la Clinique à Hamilton presque dès l'apparition des cliniques juridiques. La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) a pour mandat de réduire les répercussions des blessures mettant fin à une carrière et d'aider les personnes ayant subi des blessures moins graves à retourner au travail, au besoin, avec les adaptations appropriées. Nous aidons les personnes pour lesquelles ce processus n'a pas donné les résultats escomptés. Les indemnités accordées, qui peuvent parfois atteindre des centaines de milliers de dollars, peuvent permettre à des personnes de sortir de la pauvreté. Toutefois, le délai considérable nécessaire pour obtenir de tels résultats constitue en soi une difficulté importante.

Tout au long de 2024-2025, l'équipe de la CSPAAT a continué d'offrir de l'aide juridique et de la représentation aux travailleurs blessés, tout en participant à des activités de défense des droits à l'échelle systémique, de mobilisation communautaire et d'éducation juridique du public.

L'équipe de la CSPAAT a poursuivi sa participation à l'Ontario Network of Injured Workers' Groups (ONIWG), à titre de conseiller juridique principal, et prévoit continuer à soutenir les efforts du réseau au cours du prochain exercice. L'équipe a eu d'importantes occasions de contribuer à la défense des droits des travailleurs blessés à l'échelle systémique, notamment par sa participation au Labour-Injured Workers Advisory Committee (LIWAC) et au groupe consultatif du Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (TASPAAT).

À l'échelle locale, l'équipe s'est concentrée sur le rétablissement de ses relations avec le Hamilton and District Injured Workers' Group à la suite des difficultés rencontrées en 2023. Elle a également contribué à la défense des droits à l'échelle provinciale grâce à sa participation au Ontario Clinics' Workers' Compensation Network. L'équipe de la CSPAAT a joué un rôle important dans la préparation d'observations présentées à la CSPAAT concernant les modifications de politique proposées à son programme pour les blessures graves.

Parallèlement à ses activités de défense des droits à l'échelle systémique, l'équipe de la CSPAAT a continué d'offrir des services juridiques directs aux travailleurs blessés à toutes les étapes du processus d'appel. Au cours de l'exercice 2024-2025, l'équipe de la CSPAAT a répondu à 74 demandes de services, et à 86 demandes en 2025-2026. Grâce à son travail dans les dossiers, à la défense des droits et à la représentation juridique, l'équipe a obtenu plusieurs résultats favorables pour ses clients au cours de l'année.

Par exemple, le rétablissement de l'intégralité des prestations d'indemnisation d'un particulier à qui des prestations avaient été refusées en 2009 a donné lieu au versement de 668 315 \$ d'arriérés ainsi qu'à une augmentation de 3 159 \$ de ses prestations mensuelles. De plus, l'équipe de la CSPAAT a réussi à faire reconnaître les sensibilités chimiques multiples d'un travailleur blessé comme étant liées à son travail. Cette personne a obtenu 154 827 \$ en arriérés pendant que le litige se poursuit. Cette représentation individuelle demeure un élément important du travail de la Clinique pour veiller à ce que les travailleurs blessés puissent comprendre leurs droits et participer de façon significative à un système administratif complexe.

L'éducation juridique du public et l'engagement communautaire sont également demeurés des volets importants du travail de l'équipe de la CSPAAT. Au nom de l'ONIWG, l'équipe a participé à trois des quatre réunions du LIWAC et à deux des trois réunions du groupe consultatif du TASPAAAT au cours de la période visée par le rapport.

L'équipe a également donné des séances d'information visant à accroître les connaissances sur les droits et les processus liés à la santé et à la sécurité au travail ainsi qu'à l'indemnisation des travailleurs. Ces activités comprenaient une séance générale d'information sur la CSPAAT organisée en partenariat avec la Bibliothèque publique de Hamilton ainsi qu'une séance supplémentaire avec le Hamilton and District Injured Workers' Group. D'autres séances d'information sur les évaluations relatives à la perte non financière (PNF) ont été offertes à des groupes de la Bibliothèque publique de Hamilton, du Ontario Clinics' Workers' Compensation Network et de l'Eastern Region Study Group.

Programmes Communautaires

Programme de Sensibilisation Hamilton

Au cours des six premiers mois de 2024-2025, l'équipe de Hamilton Legal Outreach (HLO) a continué d'offrir du soutien aux clients dans nos onze points de service communautaires, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la collaboration avec les partenaires communautaires qui offrent des services de gestion de cas ou de travail social. À compter de mars 2025, l'équipe de HLO a mis ses activités de sensibilisation en pause afin de soutenir la révision et la restructuration du projet de sensibilisation, qui approchait alors de son neuvième anniversaire. Pendant que ce processus de restructuration est en cours, l'équipe a continué de travailler avec ses partenaires communautaires de confiance afin d'aider les clients à régler des problèmes juridiques liés au logement et à l'aide sociale, tout en les mettant efficacement en contact avec les ressources disponibles dans la communauté pour répondre aux besoins juridiques qui ne relèvent pas de notre mandat.

À son apogée, le projet HLO desservait régulièrement onze points de service et offrait une combinaison d'activités continues d'éducation juridique, de conseils juridiques sommaires, de représentation juridique et, lorsque cela était approprié, d'aiguillage vers des organismes communautaires. En plus de ces points de service, le projet HLO a entrepris un projet de recherche sur la réforme du droit comprenant un examen comparatif des services offerts par le système de justice pénale à Hamilton et une évaluation de l'efficacité de l'accès à ces services pour les membres de notre communauté qui vivent avec des besoins complexes liés à la santé mentale, aux dépendances et aux incapacités.

Ce projet a été réalisé en partenariat avec Aide juridique Ontario (AJO) et des partenaires communautaires de confiance qui offrent des services aux personnes sans logement dans notre ville.

Travail Social à la Clinique Juridique Communautaire de Hamilton

Le Programme de travail social a fait l'objet d'une restructuration importante en 2025-2026 à la suite de la conclusion du projet Hamilton Legal Outreach (HLO). Le programme a recentré ses activités sur l'intégration des services de travail social et leur coordination plus étroite avec les intervenants responsables des dossiers. Il a joué un rôle essentiel en aidant les clients à régler des questions non juridiques liées au logement et à l'aide sociale, en mettant particulièrement l'accent sur l'accompagnement dans l'utilisation et la navigation des différents systèmes de services.

La réorientation du Programme de travail social a favorisé une collaboration étroite entre le travailleur social et les travailleurs juridiques communautaires et les avocats. Le travailleur social de la clinique a aidé des clients à remplir leurs déclarations personnelles dans le cadre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et a travaillé avec les avocats de la clinique à l'examen des demandes avant leur présentation. Grâce à ce soutien, cinq clients ont rapidement obtenu l'approbation de leurs prestations du POSPH.

Dans le cadre de cette transformation, le Programme de travail social a renouvelé ou établi 13 partenariats communautaires, créant des mécanismes d'aiguillage plus efficaces et accessibles pour les clients. Ces partenariats comprennent notamment des liens avec les bureaux des députés fédéraux et provinciaux, le programme d'aiguillage de Service Canada, le Programme de soutien aux enfants ayant un handicap grave, ainsi qu'Ontario au travail et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

Ce réseau élargi représente une réalisation importante pour la Clinique juridique communautaire de Hamilton et, surtout, a permis d'améliorer le niveau de soutien offert aux clients.

S'élever Ensemble – Justice pour la Communauté Noire

Depuis octobre 2024, le coordonnateur bilingue de la justice pour les communautés noires s'emploie à établir des liens de confiance, à améliorer l'accès aux services juridiques et à renforcer les partenariats avec les organismes qui desservent les communautés noires de Hamilton. Ces organismes comprennent notamment l'Immigrants Working Centre (IWC), le Hamilton Anti-Racism Resource Centre (HARRC), le Refugee Law Office et la YWCA. Au cours des six premiers mois du projet, le coordonnateur a participé à 14 activités de sensibilisation et à 16 activités de défense des droits, rejoignant plus de 5 600 personnes, et a poursuivi ce travail au cours des années suivantes. Le coordonnateur a participé à l'élaboration et à l'animation d'activités très appréciées dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs au cours des exercices 2024-2025 et 2025-2026, notamment « Black Voices at the Farmers' Market » et une activité organisée à l'interne pour le personnel de la clinique. Les deux activités ont connu un grand succès et ont été très bien accueillies.

Un aspect important de ce projet est sa capacité à répondre aux besoins de la communauté. À la fin de 2024, le coordonnateur a répondu à l'appel à l'action de la communauté à la suite du meurtre d'Erixon Kabera, père de famille, ami et organisateur communautaire. Le coordonnateur s'est joint aux leaders de la communauté noire pour réclamer des mesures concrètes, a établi un contact avec la famille et a contribué à recueillir des fonds pour offrir un soutien juridique.

Dans le cadre du travail auprès de clients individuels, le coordonnateur aide les clients arabophones à accéder à des services d'interprétation à la clinique et facilite la mise en contact des familles nouvellement arrivées avec les ressources communautaires, tout en assurant des suivis réguliers afin de veiller à ce que leurs besoins continus soient pris en compte.

À l'avenir, l'objectif sera d'élargir les services offerts aux communautés noires francophones et d'offrir des ateliers d'éducation juridique adaptés à leurs besoins, en collaboration avec des fournisseurs de services en français.

Le Projet de Justice Queer

Le Projet de justice de justice queer a continué d'organiser chaque mois des cliniques d'identification pour les personnes trans, d'offrir des formations sur les espaces positifs, de fournir de l'éducation juridique au public et de répondre à la montée des mouvements haineux ciblant les personnes 2SLGBTQ+. Grâce à une subvention de la Hamilton Community Foundation, un nouveau poste de coordonnateur du Projet de justice pour les personnes queers a été créé en août 2025. Ce poste à temps plein a permis au projet de prendre de l'ampleur au cours de la dernière année, notamment en renforçant l'engagement communautaire, l'éducation juridique du public et le soutien relatif aux droits juridiques. Grâce à l'ajout du coordonnateur, le Projet de justice pour les personnes queers a pu offrir un soutien accru aux clients queers et trans dans divers domaines juridiques, notamment le logement, les droits de la personne, l'immigration et le droit relatif à la violence entre partenaires intimes.

2024-2025

Cette année a été marquée par une augmentation notable de la demande pour la Clinique d'identification trans et pour des renseignements généraux sur divers sujets juridiques. Bon nombre de ces demandes provenaient de membres de la communauté vivant à l'étranger qui communiquaient avec nous pour obtenir de l'aide en raison de situations de plus en plus difficiles dans leur pays.

Afin de favoriser la croissance et la résilience dans nos quartiers et au-delà, le Projet de justice pour les personnes queers a établi des liens avec des partenaires locaux et des membres de la communauté en participant notamment à des activités comme la Fierté de Hamilton, en offrant des formations sur les espaces positifs axées sur l'identité et l'histoire bispirituelles et en collaborant avec des partenaires dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

2025-2026

Cette année, la Clinique d'identification trans de Hamilton a accru sa capacité et a servi environ 70 clients, recruté et formé 13 nouveaux bénévoles et fourni plus de 4 500 \$ en aide financière à environ 40 personnes qui souhaitaient changer leur nom légal ou leur marqueur de genre.

Le Projet de justice pour les personnes queers a également établi de nouveaux partenariats communautaires, notamment avec le nouveau YWCA Safety + Support Hub et des avocats locaux spécialisés en immigration, afin d'offrir des conseils en droit de l'immigration aux survivants de violence entre partenaires intimes. De janvier à mars 2026, six survivants ont reçu des conseils en matière d'immigration dans le cadre de ce partenariat.

YEN:TENE – Justice en Faveur des Autochtones

Au cours de l'année, la Clinique juridique communautaire de Hamilton a participé à plusieurs cercles autochtones, notamment Sisters in Spirit Hamilton, le PAANG (Professional Aboriginal Advocacy Networking Group), le Circle of Beads (City of Hamilton Urban Indigenous Consultation Circle), le Two Spirit Two Heart – Indigenous Queer Circle et le Regional Indigenous Justice Coordinators Circle.

Grâce à sa participation au Circle of Beads, YEN:TENE a contribué au recrutement de directeurs autochtones au sein de St. Joseph's Healthcare Hamilton et de la Ville de Hamilton. Ces deux postes visent à contribuer à la lutte contre le racisme systémique et la discrimination au sein de ces institutions et à coordonner les efforts en ce sens.

YEN:TENE a également joué un rôle important dans la création du poste de travailleur en vérité et réconciliation autochtones au sein de la Halton Children's Aid Society (CAS), à la suite du décès tragique d'un jeune Autochtone qui avait été assassiné alors qu'il était sous la responsabilité de l'organisme.

Clinique juridique communautaire de Hamilton

Landmark Place

Suite 203, 100 Main Street East

Hamilton, Ontario

L8N 3W4

Contactez Nous

905-527-4572

www.HamiltonJustice.ca



Hamilton Community Legal Clinic
Clinique juridique communautaire de Hamilton